

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie prime onze personnalités gabonaises

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

BONNE nouvelle pour la diplomatie parlementaire gabonaise ! En effet, durant la 46e réunion de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), qui s'est tenue récemment par visioconférence en raison des restrictions liées au Covid-19, onze (11) Gabonais ont été primés.

Ces derniers sont des parlementaires et des hommes de science qui ont reçu des distinctions de l'ordre de la Pléiade (Ndlr: un ordre distinctif de la Francophonie et du Dialogue des cultures). À noter que les primés font partie intégrante de la liste présentée par le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, par ailleurs président de la section gabonaise de l'APF. Conséquence: Raphaël Ngazouze, 5e vice-président de l'Assemblée nationale gabonaise, Barnabé Indoumou-Mamboungou, 1er secrétaire du Bureau de la "maison du peuple", Paul Biyoghe-Mba, président de la Commission Environnement, Adrien Nkoghe-Essingone, doyen des députés gabonais et Emmanuel Nze-Bekale, président de la Commission des Affaires économiques du Sénat, ont été élevés au grade

de Commandeur. Dans la même foulée, les parlementaires Noël Nelson Messone, Vincent Mavougou-Bouyou, Josué Mbadinga, Henry Bekalle-Akwe, les professeurs agrégés Guy Rossatanga-Rignault, président de la Fondation Raponda Walker, et Jean-Bernard Lekana-Doucky, directeur général du CIRMF, ont été élevés à la dignité d'Officier. Une distinction décernée également à Brice Paillat ministre des Transports et

ancien secrétaire général de l'Assemblée nationale. Des distinctions témoignant de la reconnaissance des mérites des impétrants dans leurs missions respectives.

Bon à savoir, la Pléiade est un ordre à vocation internationale, conçue pour récompenser et reconnaître les mérites des personnes se distinguant par leurs talent et dévouement aux idéaux de la Francophonie.



Le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi prenant part à l'assemblée générale de la Francophonie par visioconférence.

Sénatoriales/Bitam: Ondo-Methogo élu sans adversaire

E. EBANG MVE
Oyem/Gabon

LE second tour des élections sénatoriales s'est déroulé, le samedi 6 février dernier, à Bitam, entre le candidat du Parti démocratique gabonais (PDG), Emmanuel Ondo-Methogo, et son challenger de Démocratie nouvelle (DN), Christian Edou-Mintsa. Même si ce dernier ne s'est pas présenté, son parti ayant décidé de se retirer du processus, après que le Centre gabonais des Élections (CGE) a décidé d'un second round, alors qu'il considérait qu'il avait été élu dès

le premier tour.

Un retrait qui a donc été acté par les scrutateurs, qui ont dirigé et supervisé le scrutin au bureau de vote de l'école officielle de Bitam. Le candidat du PDG, seul à postuler le siège, a donc logiquement remporté l'élection, avec 48 voix sur autant de votants (100 %), sur 64 inscrits, 76,19 % de taux de participation et 23,81 % d'abstention.

Ondo-Methogo, tient sa réélection à la confiance renouvelée en sa personne, par les 33 conseillers du PDG, et le soutien de ceux de certains partis tels que l'Union nationale (UN), Les Démocrates (LD), Rassemblement

pour la patrie et la modernité (RPM) et le groupe des indépendants Memine-Me-Nzue. Au terme de cette élection, le candidat du PDG s'est réjoui des résultats sortis de l'urne. Selon lui, "ces résultats ne font que rétablir une vérité qui date de depuis les élections locales de 2018, au cours desquelles le PDG a enregistré une majorité écrasante dans le département du Ntem".

Comme pour dire que le faux pas du premier tour devant le candidat de DN, n'est qu'un incident de parcours. Qu'à cela ne tienne, il inscrit ce second mandat dans le sens de "l'unité

et la cohésion des filles et des fils du département du Ntem et de la commune de Bitam". "Je demande aux Bitamois, en particulier, et aux Woleuntemois, en général, de se mobiliser pour un idéal commun, conformément aux instructions du Distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba", a-t-il déclaré.

Il faut souligner que le porte-étendard du PDG a eu le soutien de ses "camarades". Parmi lesquels Francis Nkea-Ndzigue, Dr Guy-Patrick Obiang-Ndong, Charles Mve-Ellah et certains élus nationaux du Septentrion.

Miroir du gouvernement

Halte au relâchement !

Si la responsabilité des populations est certaine dans l'évolution de la courbe épidémique du Covid-19 observée depuis plusieurs semaines à Libreville et Port-Gentil, celle du gouvernement ne l'est pas moins. D'autant que, comparativement au moment de la survenue des premiers cas de coronavirus dans notre pays, il faut bien avouer que l'on note un certain relâchement dans sa riposte face à cette pandémie.

La fermeté, la rigueur, la célérité et l'efficacité affichées dès les premiers temps semblent laisser place à une forme de lassitude, se traduisant par une espèce de réaction visiblement inopérante face à la deuxième vague. Avec ceci que les mesures gouvernementales arrêtées pour enrayer, du mieux possible, cette flambée épidémique

sont de moins en moins comprises par les populations. Surtout qu'elles ne sont pas nécessairement assorties d'une certaine dose de pédagogie. D'où la distance prise de plus en plus, par certains, dans l'observation des gestes barrières.

C'est dire la nécessité, pour le gouvernement, d'adapter sa riposte au contexte actuel en dynamisant davantage la sensibilisation et le dépistage. Notamment dans les établissements supérieurs et secondaires qui tendent à devenir de véritables clusters. Le gouvernement se doit d'être d'autant plus alerte, dynamique et vigilant que, chez nous, aucune grande école, ou université, ou presque n'est en capacité réelle d'offrir un enseignement à distance à travers des plateformes dédiées à cet effet.

Dans tous les cas, après avoir été salué comme l'un des meilleurs exemples du continent en matière de lutte contre le coronavirus, il serait regrettable que notre pays ne maintienne pas cette dynamique. Ce qui suppose une plus grande implication des leaders d'opinion, plus de fermeté de la part des pouvoirs publics et une plus grande responsabilisation des populations en leur expliquant, autant que possible, le bien-fondé des différentes mesures. L'arrêt de la chaîne des contaminations, est, sans doute, à ce prix.

J.KOMBILE MOUSSAVOU